

OGE C TEILHARD DE CHARDIN

2, Place d'Armes

94100 - SAINT-MAUR

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2025



Compagnie Européenne d'Expertise Comptable et d'Audit

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE
TABLEAU DE L'ORDRE DE LA REGION PARIS - ILE-DE-FRANCE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS

SIEGE SOCIAL :
7, BD DU M^{AL} GALLIENI
77400 LAGNY S/MARNE

TEL. : 01 60 07 32 32
TELECOPIE : 01 64 02 33 79
E-MAIL : ceeca@ceeca.fr
www.ceeca-expert-comptable.fr

A l'Assemblée Générale de l'Association OGEC THEILHARD DE CHARDIN,

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 28 Novembre 2022 nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association OGEC THEILHARD DE CHARDIN relatifs à l'exercice clos le 31 Août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} Septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Nous n'avons pas d'observation particulière à formuler.

/...

.../

3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. VERIFICATION SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de votre Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

.../

/...

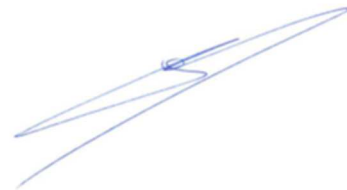
6. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Paris, le 17 Novembre 2025
Pour la C.E.E.C.A.



B. LE MENTEC,
Commissaire aux Comptes

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

| ACTIF | Exercice 31/08/2025 | | | Exercice 31/08/2024 |
|--|---------------------|---|------------------|---------------------|
| | Brut | Amortissements et dépréciations (à déduire) | Net | Net |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | - | - | - | - |
| Frais de recherche et de développement | - | - | - | |
| Donations temporaires d'usufruit | - | - | - | |
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires | - | - | - | - |
| Autres immobilisations incorporelles | - | - | - | - |
| Immobilisations incorporelles en cours | - | - | - | |
| Avances et acomptes | - | - | - | - |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | - | - | - | - |
| Constructions | 5 127 237 | 4 642 031 | 485 206 | 528 468 |
| Installations techniques, matériel et outillage | 3 720 708 | 3 662 504 | 58 204 | 36 632 |
| Autres immobilisations corporelles | 5 128 791 | 4 161 392 | 967 398 | 1 174 885 |
| Immobilisations corporelles en cours | 56 286 | - | 56 286 | 39 246 |
| Avances et acomptes | - | - | - | - |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | - | - | - | - |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations et créances rattachées | - | - | - | - |
| Autres titres immobilisés | - | - | - | - |
| Prêts | - | - | - | - |
| Autres | - | - | - | 22 687 |
| Total I | 14 033 022 | 12 465 927 | 1 567 095 | 1 801 918 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | - | - | - | - |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 9 901 | - | 9 901 | 6 435 |
| Créances | | | | |
| Créances clients, usagers et comptes rattachés | 20 331 | 19 291 | 1 041 | 2 923 |
| Créances reçues par legs ou donations | - | - | - | - |
| Autres | 425 094 | 17 000 | 408 094 | 750 917 |
| Valeurs mobilières de placement | - | - | - | - |
| Instruments de trésorerie | - | - | - | - |
| Disponibilités | 1 088 080 | - | 1 088 080 | 503 881 |
| Charges constatées d'avance | 38 339 | | 38 339 | 42 863 |
| Total II | 1 581 744 | 36 291 | 1 545 454 | 1 307 018 |
| Frais d'émission des emprunts (III) | - | - | - | |
| Primes de remboursement des emprunts (IV) | - | - | - | |
| Ecart de conversion actif (V) | - | - | - | |
| TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V) | 15 614 766 | 12 502 218 | 3 112 549 | 3 108 936 |

BILAN PASSIF AU 31/08/2025

| PASSIF | Exercice 31/08/2025 | Exercice 31/08/2024 |
|---|---------------------|---------------------|
| FONDS PROPRES | | |
| Fonds propres sans droit de reprise | | |
| Fonds propres statutaires | - | - |
| Fonds propres complémentaires | 225 439 | 225 439 |
| Fonds propres avec droit de reprise | | |
| Fonds propres statutaires | - | - |
| Fonds propres complémentaires | - | - |
| Ecarts de réévaluation | - | - |
| Réserves | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | - | - |
| Réserves pour projet de l'entité | 310 306 | 310 306 |
| Autres | - | - |
| Report à nouveau | 1 194 941 | 1 300 181 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 64 003 | -105 240 |
| Situation nette (sous-total) | 1 794 690 | 1 730 687 |
| Fonds propres consommables | - | |
| Subventions d'investissement | 315 096 | 308 380 |
| Provisions réglementées | - | |
| Total I | 2 109 785 | 2 039 066 |
| FONDS REPORTES ET DEDIES | | |
| Fonds reportés liés aux legs ou donations | - | |
| Fonds dédiés | 36 388 | 95 925 |
| Total II | 36 388 | 95 925 |
| PROVISIONS | | |
| Provisions pour risques | - | - |
| Provisions pour charges | 276 249 | 267 209 |
| Total III | 276 249 | 267 209 |
| DETTES | | |
| Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) | - | - |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 1 287 | 5 321 |
| Emprunts et dettes financières diverses | - | - |
| Avances et acomptes reçus | 370 588 | 362 492 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 95 305 | 186 270 |
| Dettes des legs ou donations | - | - |
| Dettes fiscales et sociales | 176 129 | 147 747 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 24 347 | 216 |
| Autres dettes | 22 471 | 4 214 |
| Instruments de trésorerie | - | - |
| Produits constatés d'avance | - | 476 |
| Total IV | 690 127 | 706 736 |
| Ecarts de conversion passif (V) | - | |
| TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V) | 3 112 549 | 3 108 936 |

COMPTE DE RESULTAT au 31/08/2025

| COMPTE DE RESULTAT | Réel 31/08/2024 | Réel 31/08/2025 | Budget 31/08/2026 |
|--|------------------|------------------|----------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | |
| Cotisations | 7 | 9 | 10 |
| Ventes de biens et services | | | |
| <i>Ventes de biens</i> | 5 695 | 7 920 | 7 500 |
| <i>dont ventes de dons en nature</i> | - | - | - |
| <i>Ventes de prestations de service</i> | 2 943 493 | 3 124 100 | 3 162 100 |
| <i>dont parrainages</i> | - | - | - |
| Production stockée | - | - | - |
| Production immobilisée | - | - | - |
| Produits de tiers financeurs | | | |
| <i>Concours publics et subventions d'exploitation</i> | 2 274 703 | 2 230 494 | 2 161 700 |
| <i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable</i> | - | - | - |
| <i>Ressources liées à la générosité du public</i> | - | - | - |
| <i>Dons manuels</i> | - | - | - |
| <i>Mécénats</i> | - | - | - |
| <i>Legs, donations et assurances-vie</i> | - | - | - |
| <i>Contributions financières</i> | - | - | - |
| Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | 155 284 | 168 550 | 143 924 |
| Utilisations des fonds dédiés | 15 151 | 17 481 | 17 410 |
| Autres produits | 23 778 | 26 875 | 24 300 |
| Total I | 5 418 111 | 5 575 430 | 5 516 944 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | |
| Achats de matières premières et marchand. | 5 288 | 7 383 | 9 375 |
| Variation de stock | - | - | - |
| Autres achats et charges externes | 2 394 691 | 2 422 538 | 2 428 103 |
| Aides financières | - | - | - |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 160 330 | 171 014 | 161 050 |
| Salaires et traitements | 1 580 762 | 1 580 999 | 1 543 250 |
| Charges sociales | 862 879 | 840 538 | 845 500 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 385 169 | 359 173 | 325 000 |
| Dotations aux provisions | 152 711 | 156 976 | 150 000 |
| Reports en fonds dédiés | 19 494 | 4 533 | - |
| Autres charges | 2 323 | 3 843 | - |
| Total II | 5 563 646 | 5 546 997 | 5 462 278 |
| 1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | - 145 535 | 28 433 | 54 666 |

| COMPTE DE RESULTAT | Réel 31/08/2024 | Réel 31/08/2025 | Budget 31/08/2026 |
|--|------------------|------------------|----------------------|
| PRODUITS FINANCIERS | | | |
| De participations | - | - | - |
| D'autres VMP et créances de l'actif immobilisé | - | - | - |
| Autres intérêts et produits assimilés | 9 584 | 10 746 | 5 000 |
| Reprises sur prov., et transferts de charges | - | - | - |
| Différences positives de change | - | - | - |
| Produits nets sur cessions de VMP | - | - | - |
| Total III | 9 584 | 10 746 | 5 000 |
| CHARGES FINANCIERES | | | |
| Dotations aux amortiss., aux dépréc. et prov. | - | - | - |
| Intérêts et charges assimilées | 697 | 53 | 2 000 |
| Différences négatives de change | - | - | - |
| Charges nettes sur cessions de VMP | - | - | - |
| Total IV | 697 | 53 | 2 000 |
| 2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV) | 8 887 | 10 693 | 3 000 |
| 3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV) | - 136 648 | 39 126 | 57 666 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | | |
| Sur opérations de gestion | 5 415 | 6 306 | - |
| Sur opérations en capital | 49 962 | 46 454 | 28 500 |
| Reprises sur prov., et transferts de charges | 10 725 | - | - |
| Total V | 66 102 | 52 760 | 28 500 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | | |
| Sur opérations de gestion | 34 694 | 27 883 | - |
| Sur opérations en capital | - | - | - |
| Dotations aux amortiss., aux dépréc. et prov. | - | - | - |
| Total VI | 34 694 | 27 883 | - |
| 4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) | 31 408 | 24 877 | 28 500 |
| Participation des salariés aux résultats (VII) | - | - | - |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | - | - | - |
| Total des produits (I + III + V) | 5 493 797 | 5 638 936 | 5 550 444 |
| Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII) | 5 599 037 | 5 574 933 | 5 464 278 |
| 5 - EXCEDENT OU DEFICIT | - 105 240 | 64 003 | 86 166 |
| CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT | 215 271 | 367 169 | 390 242 |

| COMPTE DE RESULTAT | Réel 31/08/2024 | Réel 31/08/2025 | Budget 31/08/2026 |
|--|-----------------|-----------------|----------------------|
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | | |
| <i>Dons en nature</i> | | | |
| <i>Prestations en nature</i> | - | - | - |
| <i>Bénévolat</i> | 1 689 | 1 723 | 1 750 |
| TOTAL | 1 689 | 1 723 | 1 750 |
| CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | | |
| <i>Secours en nature</i> | | | |
| <i>Mises à disposition gratuite de biens</i> | - | - | - |
| <i>Prestations en nature</i> | | | |
| <i>Personnel bénévole</i> | 1 689 | 1 723 | 1 750 |
| TOTAL | 1 689 | 1 723 | 1 750 |

I. INFORMATIONS GENERALES

- 1) Identification de l'Ogec, objet social, activités, moyens mis en œuvre
- 2) Faits marquants de l'exercice
- 3) Evénements postérieurs à la clôture

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

- 1) Durée et dates de l'exercice comptable
- 2) Référentiel comptable
- 3) Dérogations aux principes et méthodes comptables
- 4) Changements comptables

III. NOTES SUR LE BILAN

- 1) Immobilisations incorporelles et corporelles
- 2) Dépréciations d'éléments d'actif
- 3) Echéance des créances et des dettes
- 4) Evaluation des valeurs mobilières de placement
- 5) Fonds propres
- 6) Subventions d'investissement
- 7) Provisions
- 8) Fonds dédiés
- 9) Passifs éventuels

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

- 1) Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations
- 2) Informations sur les concours publics et les subventions
- 3) Effectif employé pendant l'exercice
- 4) Rémunération des dirigeants
- 5) Honoraires des commissaires aux comptes
- 6) Rattachement des charges et des produits à l'exercice
- 7) Charges et produits exceptionnels

V. AUTRES INFORMATIONS

- 1) Informations sur les transactions avec les contreparties
- 2) Engagements financiers donnés et reçus
- 3) Engagements pris en matière de crédit-bail
- 4) Contributions volontaires en nature

TABLEAUX

(en complément des notes sur le bilan et le compte de résultat)

| | |
|---------------------|--|
| TABEAU I | Tableau des mouvements des immobilisations |
| TABEAU II | Tableau des mouvements des amortissements |
| TABEAU III | Tableau des mouvements des provisions |
| TABEAU IV | Etat des échéances des créances et des dettes et sûretés réelles consenties |
| TABEAU V | Tableau des valeurs mobilières de placement |
| TABEAU VI | Tableau de variation des fonds propres |
| TABEAU VII | Tableaux de suivi des subventions d'investissement |
| VTABEAU VIII | Tableau des mouvements des fonds dédiés |
| TABEAU IX | Tableau des engagements pris en matière de crédit-bail |
| TABEAU X | Tableau de détail des concours publics et subventions |

I. INFORMATIONS GENERALES

1) Identification de l'Ogec, objet social, activités, moyens mis en œuvre :

Nom et adresse de l'Ogec et des établissements qui le composent

OGEC TEILHARD DE CHARDIN

2 Place d'Armes - 94100 SAINT MAUR DES FOSSES

Date de création et objet

Création le 28 septembre 1947 d'une association loi 1901

L'OGEC TEILHARD DE CHARDIN a pour objet d'assurer la fondation et l'entretien d'écoles catholiques reconnues comme telles par l'autorité canonique compétente, et notamment la gestion de l'établissement scolaire Teilhard de Chardin.

Description brève de l'activité et de l'organisation

L'OGEC TEILHARD DE CHARDIN a la responsabilité de la gestion économique, financière et sociale d'un établissement ; il l'exerce conformément aux projets de l'école, aux orientations de l'autorité de tutelle et aux textes internes à l'Enseignement catholique. Il contribue à assurer la mise en œuvre matérielle du projet éducatif. Il est l'employeur des personnels de droit privé.

L'OGEC TEILHARD DE CHARDIN est administré par un conseil d'administration qui comprend les membres de droits (délégué de Tutelle, représentant de l'UROGEC, président de l'APEL) et de membres élus par l'AG pour 3 ans et rééligibles.

Le conseil d'administration élit parmi les membres du CA, un président, un vice-président, un trésorier et un secrétaire, composant ainsi le bureau.

| Activités pédagogiques | Activités annexes |
|--|-----------------------|
| Enseignement secondaire : lycée général, technologique, 980 élèves, 32 classes | Restauration scolaire |
| Enseignement supérieur : CPEC, BTS, DCG, 292 élèves, 15 classes | ... |
| Formation initiale par apprentissage : CFA, UFA, 76 élèves, 4 classes | |

2) Faits marquants de l'exercice :

Événements principaux de l'exercice ayant une incidence significative sur les activités de l'Ogec et les comptes.

Nous n'avons aucun événement important à mentionner.

3) Evènements postérieurs à la clôture :

Absence d'évènements importants survenus postérieurement à la clôture de l'exercice et jusqu'à la date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration mais qui n'ont pas de lien direct et prépondérant avec une situation existant à la clôture (donc qui ne nécessitent pas d'ajuster les comptes de l'exercice clos).

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1) Durée et dates de l'exercice comptable :

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} septembre 2024 au 31 août 2025.

2) Référentiel comptable :

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 août 2025 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (rèlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) définie et publiée par la Fnogec (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

3) Dérogations aux principes et méthodes comptables :

Aucune dérogation aux principes et méthodes comptables, au principe de l'image fidèle, aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, à la durée de l'exercice comptable,

4) Changements comptables :

Aucun **changement de méthode comptable** n'est à mentionner au cours de cet exercice.

III. NOTES SUR LE BILAN :

1) Immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût hors frais accessoires.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (TABLEAU I).

Les frais accessoires sont les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction.

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

Taux d'amortissement habituellement pratiqués

| Immobilisation ou composant | Durée d'amortissement | Taux d'amortissement linéaire correspondant |
|--|-----------------------|---|
| Structure (gros œuvre) | 30 à 35 ans | 2,86 à 3,33 % |
| Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures | 20 ans | 5 % |
| Installations générales et techniques | 15 ans | 6,67 % |
| Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...) | 5 à 15 ans | 6,67 à 20 % |
| Equipped de restauration | 4 à 10 ans | 10 à 25 % |
| Matériel et mobilier de bureau | 3 à 5 ans | 20 à 33,33 % |
| Mobilier scolaire | 5 à 10 ans | 10 à 20 % |
| Matériel et équipements pédagogiques | 3 à 10 ans | 10 à 33,33 % |
| Logiciels | 1 à 5 ans | 20 à 100 % |

Un tableau des mouvements des amortissements est joint (TABLEAU II).

2) Dépréciations d'éléments d'actif :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint (TABLEAU III).

3) Echéance des créances et des dettes :

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (TABLEAU IV).

Précisions :

Les créances sont ventilées en 2 catégories (moins d'un an et plus d'un an) tandis que les dettes sont ventilées en 3 catégories (moins d'un an ; d'un an à cinq ans ; plus de 5 ans) en application du plan comptable général (art. 833-9 pour l'état des échéances des créances et art. 833-13 pour les dettes).

4) Evaluation des valeurs mobilières de placement :

Un tableau des valeurs mobilières de placement est joint (TABLEAU V). Il fait état, par catégorie de titres, des différences d'évaluation entre la valeur historique et la valeur de marché.

En cas de moins-value latente (correspondant à une valeur historique supérieure à la valeur de marché), une dépréciation est constatée. La variation des dépréciations des valeurs mobilières de placement au cours de l'exercice figure dans le tableau des mouvements des dépréciations (TABLEAU III).

5) Fonds propres :

Un tableau de variation des fonds propres est joint (TABLEAU VI).

6) Subventions d'investissement :

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Les tableaux de suivi des subventions d'investissement sont joints (TABLEAUX VII). Ils comprennent :

- Un tableau de variation des subventions d'investissement au cours de l'exercice (montant nominal et quote-part virée au résultat) ;
- Un tableau de détail des subventions d'investissement, permettant un suivi par projet et par financeur.

7) Provisions :

Un tableau des mouvements des provisions est joint (TABLEAU III).

Précisions sur les engagements de retraite :

Conformément à l'article L. 123-13 du Code de Commerce, nous vous informons sur le montant des engagements de l'association au titre des indemnités de départ à la retraite qui s'élèvent à 133.825 €.

En novembre 2021, l'ANC a mis à jour sa recommandation relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires pour les comptes annuels et les comptes consolidés établis selon les normes comptables françaises.

Elle a introduit un choix de méthodes relatif à la répartition des droits à prestations pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite.

En pratique, dans ce cas, la constitution de la dette actuarielle n'est plus lissée sur la totalité de la période d'emploi, mais sur la période qui couvre les (dernières) années de services rendus par le salarié qui correspondent à l'ancienneté lui octroyant l'indemnité maximale plafonnée (ou entre la date d'emploi et la date de départ en retraite, si la durée ainsi déterminée est inférieure).

Cet engagement a fait l'objet d'une provision.

Les hypothèses retenues pour évaluer le montant de l'engagement de retraite sont les suivantes :

- Table de mortalité : TV 88/90
- Méthode de calcul retenue : ANC 2021 (BETA)
- Taux d'actualisation : 3,26%
- Initiative du départ : Salarié
- Méthode de calcul : Rétrospective
- Etendue de l'étude : IFC

8) Fonds dédiés :

La partie des ressources (dons, subventions, etc.) dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produits au cours des exercices suivants dans le compte « Utilisations de fonds dédiés » au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.

Le montant global « Utilisations de fonds dédiés » comprend le montant des immobilisations acquises dans l'exercice et affectées à la réalisation d'un ou de plusieurs projets définis.

Pour les immobilisations amortissables ainsi financées, le montant de l'acquisition est rapporté en produits sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement des immobilisations (rédaction si le financement est linéarisé).

Un tableau des mouvements des fonds dédiés est joint (TABLEAU IX).

9) Passifs éventuels :

Un passif éventuel est :

- Une obligation qui n'est ni probable, ni certaine à la date d'établissement des comptes :

Définition PCG : Une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité.

ou

- Une obligation probable pour laquelle la sortie de ressources, elle, n'est pas probable.

Définition PCG : Une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :

- *Il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ;*
ou
- *Le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.*

Aucun passif éventuel n'est à signaler pour cet exercice.

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT :

1) Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations :

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif. Toutefois, si l'Ogec peut justifier d'un droit d'agir en recouvrement, généré par un appel de cotisation, cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit.

Précisions sur les cotisations collectées pour le compte de tiers :

L'Ogec collecte en son nom les cotisations pour le compte de l'Apel ; les cotisations collectées sont inscrites en produits et les cotisations reversées en charges.

2) Information sur les concours publics et les subventions :

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint (TABLEAU XI).

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73.

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

3) Effectif employé pendant l'exercice :

L'effectif moyen employé (en ETP) pendant l'exercice par catégorie tel que défini à l'article D 123-200 du code de commerce a été le suivant :

- Cadres : 18,71 ETP
- Agents de maîtrise : 0 ETP
- Employés : 11,37 ETP

Soit un effectif global de 30,08 ETP

4) Rémunération des dirigeants :

Au titre de l'exercice, l'Ogec n'a pas versé de rémunération à ses dirigeants au cours de l'exercice.

Dans la convention sur les droits et devoirs liés au mandat d'administrateur Ogec, il est indiqué que l'administrateur s'engage à exercer son activité de façon bénévole.

5) Honoraires des commissaires aux comptes :

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice, relatifs à la certification des comptes de l'exercice précédent s'élève à 3.972 €.

6) Rattachement des charges et des produits à l'exercice :

Les charges constatées d'avance (actif) sont composées de charges avancées pour l'exercice N+1 uniquement, pour une somme de 38.339 €.

Aucun produit constaté d'avance (passif) n'a été constaté à la clôture de l'exercice.

Les charges à payer pour 40.973 € et les produits à recevoir pour 383.734 € sont rattachés aux postes de dettes et de créances à la fin de l'exercice 2024/2025.

7) Charges et produits exceptionnels :

Les produits exceptionnels, d'un montant de 52.760 € sont composés de :

- Quote-part de subventions virées au résultat pour 46.454 € ;
- Rappel Forfait Etat N-1 pour 4.882 € ;
- Autres produits divers (différences de règlements, etc...) pour 1.424 €.

Les charges exceptionnelles, d'un montant de 27.883 € sont composées de :

- Créances irrécouvrables pour 20.134 € ;
- Indemnités restitution Ipads pour 7.723 € ;
- Autres pertes diverses (différences de règlements, etc...) pour 26 €.

V. AUTRES INFORMATIONS

1) Informations sur les transactions avec les contreparties :

Précisions données par le règlement ANC n°2018-06 (art. 431-12 note IR3) :

Les transactions figurant dans l'annexe remplissent la condition d'être non habituelles ou de ne pas être conclues à des conditions normales comme une dotation à une fondation ou à un fonds de dotation, ou un apport en fonds propres à une autre entité.

Pas de transactions remplissant cette condition au titre de l'Ogec.

2) Engagements financiers donnés et reçus :

- Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées (voir note sur le bilan III. 7) ;
- Sûretés réelles consenties (hypothèques, gages, nantissements) pour garantir des dettes (TABLEAU IV) : Néant – Toutefois, il convient de signaler que le 20 juillet 2022, l'ASSOCIATION DICOCESAINE DE CRETEIL a délivré une lettre d'intention, au profit du prêteur, pour sûreté et garantie du remboursement des crédits consentis par le CIC au profit de l'OGEC pour un montant global de 420.000 € en principal plus intérêts, frais et accessoires. Le montant restant dû à la clôture de l'exercice, compte tenu du déblocage partiel à la clôture de l'exercice, est de 1.287 € en principal

3) Engagements pris en matière de crédit-bail :

Un tableau des engagements pris en matière de crédit-bail est joint (TABLEAU X).

4) Contributions volontaires en nature :

- Contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes :
 - Intervenant Atelier Photo à raison de 4 heures par semaine, soit 116 h pour l'année scolaire, valorisées au SMIC chargé, soit 1.723 € ;
- Contributions en biens (ou dons en nature) : tout bien meuble remis en pleine propriété à l'entité : Néant ;
- Contributions en services : mises à disposition de locaux, de matériel, fourniture gratuite de services :
 - Comodat du 27/07/2016 pour le Parc, pour la période du 01/09/2015 au 31/08/2018, et renouvelé depuis d'année en année par tacite reconduction, non valorisé en l'absence de données fiables.

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS (TABLEAU I)

| IMMOBILISATIONS | | Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice | Augmentations (acquisitions et apports) | Augmentations (par réévaluation) | Diminutions (cessions et mises au rebut) | Virements de poste à poste | Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice |
|-------------------------------------|--|--|---|----------------------------------|--|----------------------------|---|
| INCORPORELLES | Frais d'établissement | | | | | | 0,00 |
| | Frais de recherche et de développement | | | | | | 0,00 |
| | Donations temporaires d'usufruit | | | | | | 0,00 |
| | Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires | | | | | | 0,00 |
| | Autres immobilisations incorporelles | | | | | | 0,00 |
| | Immobilisations incorporelles en cours | | | | | | 0,00 |
| | Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | | | 0,00 |
| | TOTAL I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| CORPORELLES | Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains) | | | | | | 0,00 |
| | Constructions | Sur sol propre | | | | | 0,00 |
| | | Sur sol d'autrui | 5 127 236,97 | | | | 5 127 236,97 |
| | Installations techniques, matériel et outillage industriels | | 3 673 159,11 | 47 549,14 | 0,00 | | 3 720 708,25 |
| | Autres immobilisations corporelles | Installations générales, agencements, aménagements | 4 739 189,25 | 28 915,20 | | | 4 768 104,45 |
| | | Matériel de transport | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 |
| | | Matériel de bureau et informatique | 333 237,56 | 27 448,80 | 0,00 | | 360 686,36 |
| | | Mobilier | 0,00 | | | | 0,00 |
| | | Cheptel et immobilisations corporelles diverses | 0,00 | | | | 0,00 |
| | Immobilisations corporelles en cours | | 39 246,00 | 17 040,00 | | 0,00 | 56 286,00 |
| | Avances et acomptes sur immobilisations corporelles | | | | | | 0,00 |
| | Biens reçus par legs et donations destinés à être cédés | | | | | | 0,00 |
| | Immobilisations grevées de droit (prêt à usage) | | 0 | | | | |
| | TOTAL II | | 13 912 068,89 | 120 953,14 | 0,00 | 0,00 | 14 033 022,03 |
| FINANCIERES | Participations et créances rattachées | | 0,00 | | | | 0,00 |
| | Autres titres immobilisés | | 0,00 | | | | 0,00 |
| | Prêts et autres immobilisations financières | | 22 686,92 | | | 22 686,92 | 0,00 |
| | TOTAL III | | 22 686,92 | 0,00 | 0,00 | 22 686,92 | 0,00 |
| TOTAL GENERAL (I + II + III) | | 13 934 755,81 | 120 953,14 | 0,00 | 0,00 | 22 686,92 | 14 033 022,03 |

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS (TABLEAU II)

| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES | | Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice | Augmentations : dotations de l'exercice | Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises | Virements de poste à poste | Montant des amortissements à la clôture de l'exercice |
|-------------------------------|--|--|---|---|----------------------------|---|
| INCORPORELLES | Frais d'établissement | | | | | 0,00 |
| | Frais de recherche et de développement | | | | | 0,00 |
| | Donations temporaires d'usufruit | | | | | 0,00 |
| | Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires | | | | | 0,00 |
| | Autres immobilisations incorporelles | | | | | 0,00 |
| | TOTAL I | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| CORPORELLES | Agencements et aménagements de terrains | | | | | 0,00 |
| | Constructions | Sur sol propre | | | | 0,00 |
| | | Sur sol d'autrui | 4 598 768,95 | 43 261,79 | | 4 642 030,74 |
| | Installations techniques, matériel et outillage industriels | | 3 636 527,10 | 25 976,76 | 0,00 | 3 662 503,86 |
| | Autres immobilisations corporelles | Installations générales, agencements, aménagements | 3 621 773,31 | 245 206,89 | | 3 866 980,20 |
| | | Matériel de transport | 0,00 | | | 0,00 |
| | | Matériel de bureau et informatique | 275 768,61 | 18 643,51 | 0,00 | 294 412,12 |
| | | Mobilier | | | | 0,00 |
| | | Cheptel et immobilisations corporelles diverses | | | | 0,00 |
| | TOTAL II | | 12 132 837,97 | 333 088,95 | 0,00 | 12 465 926,92 |
| TOTAL GENERAL (I + II) | | 12 132 837,97 | 333 088,95 | 0,00 | 0,00 | 12 465 926,92 |

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS D'ELEMENTS D'ACTIF (TABLEAU III)

| OBJET DES DEPRECIATIONS | | | Montant à l'ouverture de l'exercice | Augmentations : dotations de l'exercice | Diminutions : reprises de l'exercice | Montant à la clôture de l'exercice |
|-------------------------|--|-----------------|-------------------------------------|---|--------------------------------------|------------------------------------|
| DEPRECIATIONS | Immobilisations : | • Incorporelles | | | | 0,00 |
| | | • Corporelles | | | | 0,00 |
| | | • Financières | | | | 0,00 |
| | Stocks et en-cours | | | | | 0,00 |
| | Créances clients et usagers (familles, élèves) | | 28 799,40 | 9 083,60 | 18 592,31 | 19 290,69 |
| | Autres créances | | 0,00 | 17 000,00 | 0,00 | 17 000,00 |
| | Valeurs mobilières de placement | | | | | 0,00 |
| | TOTAL | | 28 799,40 | 26 083,60 | 18 592,31 | 36 290,69 |
| DOTATIONS ET REPRISES | d'exploitation financières exceptionnelles | | | 26 083,60 | 18 592,31 | |

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES ET SÛRETÉS RÉELLES CONSENTIES (TABLEAU IV)

| CREANCES | MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €) | ECHEANCE | |
|--|--|-------------------|-------------|
| | | ≤ 1 an | > 1 an |
| Créances de l'actif immobilisé : | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | | | |
| Autres créances | - | | - |
| <i>Sous-total créances de l'actif immobilisé</i> | - | - | - |
| Créances de l'actif circulant : | | | |
| Créances clients, usagers et comptes rattachés | 20 331,35 | 20 331,35 | |
| Créances reçues par legs et donations | | | |
| Créances sociales et fiscales | 11 134,11 | 11 134,11 | |
| Autres créances | 413 959,41 | 413 959,41 | |
| <i>Sous-total créances de l'actif circulant</i> | 445 424,87 | 445 424,87 | - |
| Charges Constatées d'avance : | 38 339,03 | 38 339,03 | |
| TOTAL CREANCES | 483 763,90 | 483 763,90 | 0,00 |

| DETTES | MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €) | ECHEANCE | | | Montant des SÛRETÉS RÉELLES consenties (en €) |
|---|--|-------------------|-------------------|---------|---|
| | | ≤ 1 an | > 1 an et ≤ 5 ans | > 5 ans | |
| Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) | | | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 1 287,45 | 1 287,45 | - | - | 1 287,45 |
| Emprunts et dettes financières divers | 370 587,57 | 370 587,57 | | | |
| <i>Sous-total dettes financières</i> | 371 875,02 | 371 875,02 | - | - | 1 287,45 |
| Dettes fournisseurs | 95 305,13 | 95 305,13 | | | |
| Dettes des legs et donations | | | | | |
| Dettes fiscales et sociales | 176 129,24 | 176 129,24 | | | |
| Dettes sur immobilisations | 24 347,09 | 24 347,09 | | | |
| Autres dettes | 22 470,56 | 22 470,56 | | | |
| <i>Sous-total autres dettes</i> | 318 252,02 | 318 252,02 | - | - | |
| Produits constatés d'avance : | - | - | - | - | - |
| TOTAL DETTES | 690 127,04 | 690 127,04 | - | - | 1 287,45 |

CEECA
COMPAGNIE EUROPÉENNE D'EXPERTISE COMPTABLE ET D'AUDIT
Commissaire aux comptes

[illegible]

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES (TABLEAU VI)

| Variation des fonds propres | Montant à l'ouverture de l'exercice | Affectation du résultat | Augmentations | Diminutions ou consommations | Montant à la clôture de l'exercice |
|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------|-------------------|------------------------------|------------------------------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | 225 439,40 | - | - | - | 225 439,40 |
| Fonds propres avec droit de reprise | - | | | | - |
| Ecarts de réévaluation | - | | | | - |
| Réserves | 310 306,38 | - | - | - | 310 306,38 |
| Report à nouveau | 1 300 180,72 | - 105 239,78 | | | 1 194 940,94 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | - 105 239,78 | 105 239,78 | 64 002,94 | | 64 002,94 |
| Situation nette (sous-total) | 1 730 686,72 | - | 64 002,94 | - | 1 794 689,66 |
| Fonds propres consommables | - | | | | |
| Subventions d'investissement | 308 379,69 | | 53 169,97 | 46 454,02 | 315 095,64 |
| Provisions réglementées | - | | | | |
| TOTAL DES FONDS PROPRES | 2 039 066,41 | - | 117 172,91 | 46 454,02 | 2 109 785,30 |

| Variation des fonds propres | Montant à l'ouverture de l'exercice | Affectation du résultat | Augmentations | Diminutions ou consommations | Montant à la clôture de l'exercice |
|---|-------------------------------------|-------------------------|------------------|------------------------------|------------------------------------|
| <i>Fonds associatifs sans droit de reprise</i> | | | | | |
| <i>Valeur du patrimoine intégré</i> | <i>0,00</i> | | | | |
| <i>Fonds statutaires</i> | <i>0,00</i> | | | | |
| <i>Apports sans droit de reprise</i> | <i>0,00</i> | | | | |
| <i>Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés</i> | <i>0,00</i> | | | | |
| <i>Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables</i> | | | | | |
| Fonds propres sans droit de reprise | 225 439,40 | | | | 225 439,40 |
| Fonds propres statutaires | | | | | |
| Fonds propres complémentaires | 225 439,40 | | | | 225 439,40 |
| <i>Fonds associatifs avec droit de reprise</i> | | | | | |
| <i>Apports avec droit de reprise</i> | | | | | |
| <i>Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés</i> | | | | | |
| <i>Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables</i> | <i>0,00</i> | | | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | |
| Fonds propres statutaires | | | | | |
| Fonds propres complémentaires | | | | | |
| Ecarts de réévaluation | | | | | |
| <i>Ecarts de réévaluation sur biens sans droit de reprise</i> | | | | | |
| <i>Ecarts de réévaluation sur biens avec droit de reprise</i> | | | | | |
| Réserves | 310 306,38 | | | | 310 306,38 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | - | | | | - |
| Réserves pour projet de l'entité | 310 306,38 | | | | 310 306,38 |
| <i>dont Réserves pour investissements</i> | <i>310 306,38</i> | | | | <i>310 306,38</i> |
| <i>dont Réserves de trésorerie</i> | | | | | |
| Autres | - | | | | - |
| Report à nouveau | 1 300 180,72 | - 105 239,78 | | | 1 194 940,94 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | - 105 239,78 | 105 239,78 | 64 002,94 | - | 64 002,94 |
| Situation nette (sous-total) | 1 730 686,72 | - | 64 002,94 | - | 1 794 689,66 |
| Fonds propres consommables | | | | | |
| Subventions d'investissement | 308 379,69 | | 53 169,97 | 46 454,02 | 315 095,64 |
| Subventions d'équipement | <i>308 379,69</i> | | 53 169,97 | 46 454,02 | 315 095,64 |
| <i>dont Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires</i> | | | | | |
| Subventions d'investissement reçues avec obligation d'amortissement | | | | | |
| Autres subventions d'investissement | | | | | |
| Provisions réglementées | | | | | |
| <i>Droits des propriétaires (prêt à usage)</i> | | | | | |
| TOTAL DES FONDS PROPRES | 2 039 066,41 | - | 53 169,97 | 46 454,02 | 2 109 785,30 |

TABLEAUX DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (TABLEAUX VII)

1 - TABLEAU DE VARIATION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

| | Solde à l'ouverture de l'exercice | Variations de l'exercice | | Solde à la clôture de l'exercice |
|---|-----------------------------------|--------------------------|-------------------|----------------------------------|
| SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | | Augmentations | Diminutions | Montant global |
| Montant nominal : | | | | |
| Subventions affectées à des biens non renouvelables | | | | |
| Subventions affectées à des biens renouvelables | 5 291 334,34 | 53 169,97 | 178 143,00 | 5 166 361,31 |
| TOTAL | 5 291 334,34 | 53 169,97 | 178 143,00 | 5 166 361,31 |
| Quotes-parts virées au résultat : | | | | |
| Subventions affectées à des biens non renouvelables | | | | |
| Subventions affectées à des biens renouvelables | 4 982 954,65 | 46 454,02 | 178 143,00 | 4 851 265,67 |
| TOTAL | 4 982 954,65 | 46 454,02 | 178 143,00 | 4 851 265,67 |

3 - TABLEAU DE DETAIL DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

| NATURE DES SUBVENTIONS (projet et financeur) | Montant à l'origine | Montant à l'ouverture de l'exercice | Augmentations | Montant viré au compte de résultat de l'exercice | Montant à la clôture de l'exercice |
|---|---------------------|-------------------------------------|------------------|--|------------------------------------|
| Subventions Régionales Travaux | 2 790 425,96 | 308 379,69 | 53 169,97 | 46 454,02 | 315 095,64 |
| Subventions Matériel Apprentissage | 2 375 935,35 | - | - | - | 0,00 |
| ... | | | | | |
| Total | 5 166 361,31 | 308 379,69 | 53 169,97 | 46 454,02 | 315 095,64 |

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES PROVISIONS (TABLEAU VIII)

| OBJET DES PROVISIONS | | Montant à l'ouverture de l'exercice | Augmentations : dotations de l'exercice | Diminutions : reprises de l'exercice | | Montant à la clôture de l'exercice |
|-----------------------|------------------------------------|-------------------------------------|---|--------------------------------------|---------------|------------------------------------|
| | | | | Utilisées | Non utilisées | |
| PROVISIONS | Risques | | | | - | - |
| | Pensions et obligations similaires | 119 273,00 | 14 552,00 | - | - | 133 825,00 |
| | Gros entretien | | | | - | - |
| | Autres provisions pour charges | 147 936,00 | 142 424,00 | 147 936,00 | | 142 424,00 |
| | TOTAL | 267 209,00 | 156 976,00 | 147 936,00 | - | 276 249,00 |
| DOTATIONS ET REPRISES | d'exploitation | | 156 976,00 | 147 936,00 | - | |
| | financières exceptionnelles | | - | - | | |

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES FONDS DEDIES (TABLEAU IX)

| FONDS DEDIES | Montant initial | Fonds à utiliser à l'ouverture de l'exercice | Augmentations : reports | Diminutions : utilisations en cours d'exercice | | Transferts | Fonds restant à utiliser à la clôture de l'exercice | |
|--|-------------------|--|-------------------------|--|---------------------|------------|---|---|
| | | | | Montant | dont remboursements | | Montant | dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices |
| Subventions d'exploitation | | | | | | | | |
| Subventions ERASMUS | 122 996,60 | 79 574,90 | 3 328,71 | 61 006,56 | 46 589,60 | | 21 897,05 | - |
| Aide régionale Equipement Elèves | 159,00 | - | 159,00 | - | | | 159,00 | - |
| Subventions Frais concours | 6 879,00 | 2 021,24 | - | 690,75 | | | 1 330,49 | - |
| Reliquat Aides régionales à la demi-pension | 29 623,00 | 14 329,00 | 1 045,00 | 2 373,00 | | | 13 001,00 | - |
| Contributions financières d'autres organismes | | | | | | | | |
| ... | | | | | | | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | | | | | | | |
| ... | | | | | | | | |
| TOTAL | 159 657,60 | 95 925,14 | 4 532,71 | 64 070,31 | 46 589,60 | - | 36 387,54 | - |

TABLEAU DES ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE CREDIT-BAIL (TABLEAU XIII)

| Postes du bilan | Redevances payées | | Redevances restant à payer | | | | Prix d'achat résiduel |
|-----------------|-------------------|----------|----------------------------|-------------------|---------|----------|-----------------------|
| | de l'exercice | cumulées | ≤ 1 an | > 1 an et ≤ 5 ans | > 5 ans | cumulées | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | |

| Postes du bilan | Coût d'entrée | Dotations aux amortissements | | Valeur nette |
|-----------------|---------------|------------------------------|----------|--------------|
| | | de l'exercice | cumulées | |
| | | | | |
| | | | | |
| TOTAL | | | | |

TABLEAU DE DETAIL DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS (TABLEAU XIV)

| Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €) | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|---------------------|---------------------|
| Aides à l'emploi | | - |
| Aides au développement des compétences | | |
| Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales technologiques et professionnelles | 668 322,57 | 739 154,02 |
| Forfaits d'externat | 1 528 641,33 | 1 490 602,44 |
| <i>dont forfait Etat</i> | <i>651 291,33</i> | <i>631 374,44</i> |
| <i>dont forfait Région</i> | <i>877 350,00</i> | <i>859 228,00</i> |
| <i>dont forfait Département</i> | | |
| <i>dont forfait Communes et groupements de communes</i> | | |
| Concours publics affectés à la formation professionnelle continue | | |
| Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole | | |
| Autres concours publics | 9 268,35 | 9 487,70 |
| Sous-total concours publics | 2 206 232,25 | 2 239 244,16 |
| Subventions État | | |
| Subventions Région | | |
| Subventions Département | | |
| Subventions Communes et groupements de communes | | |
| Autres subventions d'exploitation | 29 144,00 | 36 049,20 |
| <i>dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus +...)</i> | <i>29 144,00</i> | <i>36 049,20</i> |
| <i>dont autres subventions</i> | <i>-</i> | <i>-</i> |
| Report de subventions | | |
| Sous-total subventions d'exploitation | 29 144,00 | 36 049,20 |
| Total concours publics et subventions d'exploitation | 2 235 376,25 | 2 275 293,36 |

OGE C TEILHARD DE CHARDIN

2, Place d'Armes

94100 - SAINT-MAUR

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES
EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2025**



Compagnie Européenne d'Expertise Comptable et d'Audit

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE
TABLEAU DE L'ORDRE DE LA REGION PARIS - ILE-DE-FRANCE

COMMISSAIRE AUX COMPTES
COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS

7, BD DU M^{AL} GALLIENI
77400 LAGNY S/MARNE

TEL. : 01 60 07 32 32
TELECOPIE : 01 64 02 33 79
E-MAIL : ceeca@ceeca.fr
www.ceeca-expert-comptable.fr

Mesdames, Messieurs Les Membres,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS À L'APPROBATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT.

Conventions et engagements passés au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement passés au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de Commerce.

Fait à Paris, le 17 Novembre 2025
Pour la C.E.E.C.A.

B. LE MENTEC,
Commissaire aux Comptes